

Convention collective

**IDCC : 9151. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE,
EXPLOITATIONS DE CULTURE OU D'ÉLEVAGE SPÉCIALISÉS,
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES RURAUX ET FORESTIERS
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Cantal)**

(5 janvier 1978)

(Etendue par arrêté du 7 novembre 1978,
Journal officiel du 19 janvier 1979)

AVENANT N° 74 DU 7 SEPTEMBRE 2012

NOR : AGRS1397047M

IDCC : 9151

Entre :

La FDSEA du Cantal ;

La FD des CUMA du Cantal ;

Le syndicat des entrepreneurs du territoire du Cantal,

D'une part, et

Le SGA CFDT du Cantal ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La première phrase de la convention collective est remplacée par la phrase suivante :

« Il a été conclu, conformément aux dispositions du chapitre I^{er} du titre II du livre II de la 2^e partie du code du travail, la présente convention collective. »

Article 2

A l'article 7, les termes : « au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par : « à la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), unité territoriale du Cantal ».

A l'article 7, alinéa 3, les termes : « le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » et les termes : « le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par : « la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), unité territoriale du Cantal ».

Article 3

A l'article 8, les termes : « le service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par : « la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), unité territoriale du Cantal ».

Article 4

A l'article 9, il est créé, en préambule, un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Il est créé une commission départementale de conciliation composée à égalité de représentants des organisations syndicales représentatives d'employeurs et de salariés avec un maximum de 10 membres. »

A l'article 9, alinéa 3, le terme : « départemental » est remplacé par : « régional ».

Article 5

A l'article 10, alinéa 1, la référence au livre IV est remplacée par : « titre II, livre I^{er} ».

Article 6

Le titre « Chapitre VI "Permanence de l'emploi. – Période d'essai. – Embauchage" » est remplacé par : « Chapitre VI "Contrat de travail. – Période d'essai" ».

Article 7

L'article 16 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Article 16

Contrat de travail à durée indéterminée

Le contrat de travail à durée indéterminée est la forme normale et générale de la relation de travail.

Des contrats de travail à temps partiel peuvent être conclus conformément aux dispositions des articles L. 3123-1 et L. 3123-2 du code du travail et de l'article 9.2 de l'accord national du 23 décembre 1981 concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Des contrats de travail intermittents peuvent être conclus conformément aux dispositions de l'article 9.3 de l'accord national du 23 décembre 1981 concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles. »

Article 8

L'article 17 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Article 17

Contrat de travail à durée déterminée

Sous réserve des dispositions de l'article L. 1242-3 du code du travail, un contrat de travail à durée déterminée ne peut être conclu que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire, et seulement dans les cas suivants :

1. Remplacement d'un salarié en cas :

a) D'absence ;

b) De passage provisoire à temps partiel, conclu par avenant à son contrat de travail ou par échange écrit entre ce salarié et son employeur ;

c) De suspension de son contrat de travail ;

d) De départ définitif précédant la suppression de son poste de travail après consultation du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, s'il en existe ;

e) D'attente de l'entrée en service effective du salarié recruté par contrat à durée indéterminée appelé à le remplacer.

2. Accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise.

3. Emplois à caractère saisonnier ou pour lesquels, dans certains secteurs d'activité définis par décret ou par convention ou accord collectif de travail étendu, il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de ces emplois.

4. Remplacement d'un chef d'entreprise artisanale, industrielle ou commerciale, d'une personne exerçant une profession libérale, de son conjoint participant effectivement à l'activité de l'entreprise à titre professionnel et habituel ou d'un associé non salarié d'une société civile professionnelle, d'une société civile de moyens ou d'une société d'exercice libéral.

5. Remplacement du chef d'une exploitation agricole ou d'une entreprise mentionnée aux 1° à 4° de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, d'un aide familial, d'un associé d'exploitation, ou de leur conjoint mentionné à l'article L. 722-10 du même code dès lors qu'il participe effectivement à l'activité de l'exploitation agricole ou de l'entreprise. »

Article 9

A l'article 18 :

- les termes : « L. 122-1 et suivants du code du travail et par les textes réglementaires pris pour leur application » sont remplacés par : « L. 1241-1 et suivants du code du travail et par les textes réglementaires pris pour leur application et au chapitre I^{er} de l'accord national du 18 juillet 2002 sur les saisonniers et sur diverses dispositions sur les contrats à durée déterminée en agriculture » ;
- les termes : « à l'article L. 212-4-3 » sont remplacés par : « aux articles L. 3123-14 et suivants du code du travail ».

Article 10

L'article 19 « Période d'essai » est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Article 19

Période d'essai

Pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, la période d'essai est fixée à :

Ouvriers, employés	2 mois	Sans renouvellement
TAM	3 mois	
Cadres	4 mois	

Pour les salariés embauchés en contrat à durée déterminée, la période d'essai ne peut excéder une durée calculée à raison de 1 jour par semaine de contrat :

- dans la limite de 2 semaines si la durée initialement prévue ne dépasse pas 6 mois ;
- dans la limite de 3 semaines dans les autres cas.

Lorsqu'il est mis fin, par l'employeur, au contrat en cours ou au terme de la période d'essai, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

Lorsqu'il est mis fin, par le salarié, au contrat en cours ou au terme de la période d'essai, le délai est de 48 heures, ramené à 24 heures en deçà de 8 jours de présence.

En cas de rupture du contrat de travail au cours ou à l'issue de la période d'essai, le salarié reçoit le salaire correspondant à la qualification professionnelle pour laquelle il a été embauché.

Lorsque la rupture d'un contrat à durée indéterminée au cours ou à l'issue de la période d'essai est prise par l'employeur pour un motif autre qu'une faute grave, elle donne droit à une indemnité de 10 % de l'ensemble de la période d'emploi. »

Article 11

Au chapitre VII « Classification des emplois. – Rémunérations », après section 1 « Classification des emplois », il est rajouté : « Sous réserve des dispositions de l'article 27 ».

Article 12

L'article 27 « Salaire de l'ouvrier non permanent » est abrogé et remplacé par :

« Article 27

*Classification minimale des salariés en contrat de travail à durée déterminée
pour un motif de recours saisonnier*

Les salariés embauchés en contrat à durée déterminée pour un motif de recours saisonnier sont classés au minimum au niveau II.

Les salariés embauchés en contrat à durée déterminée pour un motif de recours saisonnier appelés à conduire régulièrement des engins automoteurs sont classés au minimum au niveau III. »

Article 13

A l'article 28, les termes : « le décret n° 95-978 du 24 août 1995 et l'arrêté du 1^{er} juillet 1996 relatifs à l'hébergement des travailleurs agricoles » sont remplacés par : « les articles R. 716-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ».

La dernière phrase est remplacée par : « Tous les autres avantages en nature viennent en déduction du salaire, leur valeur est égale au prix de la consommation. »

Article 14

A l'article 29 « Prime d'ancienneté », la phrase : « Par ailleurs, les années prises en considération sont plafonnées lorsque l'ouvrier atteint l'âge de 50 ans. » est supprimée.

Article 15

A l'article 30, les termes : « de l'article L. 122-14-13 » sont remplacés par : « des articles L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail ».

Article 16

A l'article 32, les termes : « de l'article R. 143-2 » sont remplacés par : « des articles R. 3243-1 à R. 3243-5 du code du travail ».

Article 17

Au chapitre VIII « Durée du travail, repos hebdomadaire, jours fériés », dans la première phrase, les termes : « voir annexe II » sont remplacés par : « voir annexe IV ».

Article 18

A l'article 33-2°, les termes : « le décret n° 95-1073 du 28 septembre 1995 modifié par le décret n° 2001-91 du 29 janvier 2001 » sont remplacés par : « les articles R. 713-35 et suivants du code rural et de la pêche maritime ».

Article 19

A l'article 36 :

- les termes : « L. 713-6 » sont remplacés par : « L. 713-13 et L. 713-19 du code rural et de la pêche maritime » ;
- les termes : « L. 212-4-2 » sont remplacés par : « L. 3123-1 du code du travail ».

Article 20

A l'article 41 :

- les termes : « L. 222-1 » sont remplacés par : « L. 3133-1 du code du travail » ;
- les termes : « L. 222-5 » sont remplacés par : « L. 3133-2 du code du travail ».

Article 21

L'article 42 « Congés payés annuels » est abrogé et remplacé par :

« Article 42

Congés payés annuels

Il est fait application des dispositions des articles L. 3141-1 et suivants du code du travail ainsi que des dispositions étendues du chapitre III de l'accord national du 23 décembre 1981 concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

En cas de fractionnement du congé principal, 12 jours de congés doivent être pris en continu entre deux repos hebdomadaires.

Il est toutefois recommandé aux employeurs d'accorder aux salariés 2 semaines consécutives de congés pendant la période des vacances scolaires. »

Article 22

A l'article 43 :

- les termes : « L. 451-1 » sont remplacés par : « L. 3142-7 du code du travail » ;
- les termes : « L. 225-1 » sont remplacés par : « L. 3142-43 du code du travail ».

Article 23

A l'article 44 :

- après les termes : « obsèques du conjoint », il est rajouté : « ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité » ;
- les termes : « Présélection militaire : dans la limite de 3 jours » sont remplacés par : « Appel de préparation à la défense : 1 jour ».

Article 24

A l'article 45, les termes : « de l'article R. 233-1 » sont remplacés par : « des articles R. 4321-1 à R. 4321-5 du code du travail ».

Article 25

A l'article 46, les termes : « le décret n° 95-978 du 24 août 1995 et par arrêté du 1^{er} juillet 1996 » sont remplacés par : « les articles R. 716-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ».

Article 26

A l'article 48 :

- les termes : « L. 117-1 » sont remplacés par : « L. 6221-1 du code du travail » ;
- les termes : « R. 117-1 » sont remplacés par : « R. 6223-6 du code du travail ».

Article 27

A l'article 50 « Contrat à durée indéterminée. – Délai-congé. – Licenciement », les termes :

« Le contrat à durée indéterminée peut cesser à tout moment par la volonté d'une seule des parties sous réserve de l'application des articles L 122-4 et suivants du code du travail.

La partie qui désire rompre le contrat doit respecter un préavis ou délai-congé qu'elle notifie à l'autre partie, pour éviter toute contestation sur son point de départ, par lettre recommandée avec avis de réception.

La durée du préavis est fixée à :

- en cas de démission : 8 jours ;
- en cas de licenciement (sauf faute grave) :
 - 8 jours s'il s'agit d'un salarié ayant moins de 6 mois d'ancienneté ;
 - 1 mois s'il s'agit d'un salarié ayant entre 6 mois et 2 ans d'ancienneté ;
 - 2 mois s'il s'agit d'un salarié ayant au moins 2 ans d'ancienneté.

Sous réserve des dispositions de l'article 30 et en dehors du cas de faute grave, le salarié licencié qui compte deux ans d'ancienneté dans l'établissement ou l'entreprise a droit à une indemnité de licenciement calculée comme suit :

- moins de 10 ans d'ancienneté : 1/10 de mois par année d'ancienneté ;
- à partir de 10 ans d'ancienneté : 1/10 de mois par année d'ancienneté plus 1/15 de mois par année d'ancienneté au-delà de 10 ans »,

sont remplacés par :

« Le contrat à durée indéterminée peut cesser à tout moment par la volonté d'une seule des parties sous réserve de l'application de l'article L. 1231-1 du code du travail.

La partie qui désire rompre le contrat doit respecter un préavis ou délai congé qu'elle notifie à l'autre partie, pour éviter toute contestation sur son point de départ, par lettre recommandée avec avis de réception.

La durée du préavis est fixée à :

En cas de démission

CATÉGORIE	ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE		
	Moins de 6 mois	De 6 mois à 2 ans	Plus de 2 ans
Ouvrier, employé	15 jours	15 jours	15 jours
TAM	1 mois	1 mois	2 mois
Cadre	1 mois	1 mois	3 mois

En cas de licenciement (sauf faute grave)

CATÉGORIE	ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE		
	Moins de 6 mois	De 6 mois à 2 ans	Plus de 2 ans
Ouvrier, employé	15 jours	1 mois	2 mois
TAM	1 mois	1 mois	3 mois
Cadre	1 mois	1 mois	4 mois

Sous réserve des dispositions de l'article 30 et en dehors du cas de faute grave, le salarié licencié qui compte 1 an d'ancienneté dans l'établissement ou l'entreprise a droit à une indemnité de licenciement calculée comme suit :

- moins de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois par année d'ancienneté ;
- à partir de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois par année d'ancienneté, plus 2/15 de mois par année d'ancienneté au-delà de 10 ans. »

Article 28

A la dernière phrase de l'article 50, les termes : « L. 323-7 » sont remplacés par : « L. 5213-9 du code du travail ».

Article 29

A l'article 51, les termes : « L. 321-1 » sont remplacés par : « L. 1233-1 du code du travail ».

Article 30

A l'article 53 :

- les termes : « L. 122-16 » sont remplacés par : « L. 1234-19 du code du travail » ;
- les termes : « de l'article R. 351-5 » sont remplacés par : « des articles R. 1234-9 à R. 1234-12 du code du travail ».

Article 31

A l'article 54 :

- les termes : « L. 122-32-1 à L. 122-32-11 » sont remplacés par : « L. 1226-4 à L. 1226-17 du code du travail » ;
- les termes : « L. 122-25 à L. 122-32 » sont remplacés par : « L. 1225-1 à L. 1225-34 du code du travail » ;
- les termes : « L. 122-18 à L. 122-24 » sont remplacés par : « L. 3142-41 à L. 3142-77 du code du travail ».

Article 32

Le présent avenant, dont les parties demandent l'extension, entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Le présent avenant est remis à chacune des organisations signataires et déposé conformément aux dispositions légales.

Fait à Aurillac, le 7 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)